



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

FAAE • NUMÉRO 038 • 2^e SESSION • 41^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 2 décembre 2014

—
Président

M. Dean Allison

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 2 décembre 2014

• (0850)

[Traduction]

Le président (M. Dean Allison (Niagara-Ouest—Glanbrook, PCC)): Bonjour, tout le monde. Conformément au paragraphe 108 (2) du Règlement, nous allons commencer notre étude de la réaction du Canada face à la violence, aux persécutions religieuses et aux bouleversements perpétrés en Irak, en Syrie et dans la région par l'État islamique en Irak et au Levant.

Je tiens à souhaiter la bienvenue à tous nos témoins. Nous accueillons aussi aujourd'hui deux témoins par téléconférence, dont un membre du parlement irakien, Mme Vian Saeed. Nous vous souhaitons la bienvenue. Est-ce que vous nous entendez?

Mme Vian Saeed (membre du Parlement irakien, à titre personnel): Oui.

Le président: Merci.

Nous accueillons aussi Khalid Haider, adjoint du président, et Omar Haider de la Yezidi Human Rights Organization-International. Bienvenue, messieurs. Je crois savoir que vous êtes partis hier soir de Virginie en voiture pour être là, alors je vous remercie d'avoir fait cet effort. Nous l'apprécions.

Nous allons aussi discuter avec le rabbin Reuven Bulka, qui se joindra à nous par téléconférence, à 9 heures. Nous essaierons de le faire avec un minimum d'inconvénients.

Nous allons commencer par le membre du parlement irakien. Madame Saeed, pouvez-vous nous présenter votre déclaration préliminaire? Une fois les déclarations préliminaires des témoins terminées, les intervenants des deux côtés pourront leur poser des questions, tour à tour, pendant une heure ou deux.

Mme Vian Saeed: Bonjour. Pour commencer, je tiens à vous remercier, en notre nom à en celui de tout mon peuple, de me donner l'occasion de vous expliquer factuellement ce qui est arrivé aux yézidis. En passant, je suis désolée pour ma maîtrise approximative de la langue.

Le 3 août 2014, le soi-disant État islamique a envahi la région de Sinjar, qui est principalement habitée par mes compatriotes yézidis. Vous avez peut-être entendu parler ou eu vent des massacres, des déplacements et de l'enlèvement de femmes et d'enfants, mais je ne crois pas que vous connaissiez en détail ce qui s'est vraiment passé. Malheureusement, je ne crois pas que j'aurai assez de temps pour résumer ne serait-ce qu'une partie des crimes haineux qui ont été commis. Des milliers de yézidis ont été tués, par l'EIIL directement, ou, indirectement, par l'exil forcé, durant leur fuite ou en raison des conditions extrêmement difficiles dans les monts Sinjar.

La pire tragédie a eu lieu dans le village de Kocho, où 700 personnes ont été enlevées, surtout des femmes et des enfants âgés de 12 ans et moins, tandis que le reste des hommes, environ 1 200, ont été assassinés de sang-froid. La ville a été annihilée.

La deuxième tragédie en importance concerne les filles yézidis qui ont été enlevées par l'EIIL dans la région de Mossoul pour ensuite être vendues chacune 150 \$, principalement en Syrie. Elles ont été traitées avec une cruauté inimaginable.

En plus des conversions forcées et des viols, en seulement quelques mois, pendant que l'attention portée à la guerre était détournée, plus de 5 000 femmes, enfants et hommes yézidis ont été enlevés par l'EIIL. Personne n'a pu les aider, les trouver ni les ramener chez eux.

Cette petite, mais ancienne et fière communauté religieuse, culturelle et historique risque de disparaître complètement. Près de 90 % des yézidis d'Irak — soit 400 000 personnes — sont maintenant des réfugiés dans toute la région du Kurdistan. Ils ont quitté leur foyer, en août, avec absolument rien — aucun document, aucun vêtement chaud ni article de literie —, en plein durant la période froide. Sans abri, des enfants et des familles entières dorment dans la rue ou sous des tentes de fortune qui ne sont pas appropriées.

Sans chauffage ni électricité, des incendies se déclarent dans le camp. Il y a deux semaines, trois enfants ont été brûlés vifs dans une tente qui s'est embrasée en raison d'une chandelle; il n'y avait aucun accès à une source d'eau pour éteindre l'incendie. Même dans les trois camps fournis par les Nations Unies — Shariya, Khanke et Bajit Kandala —, dans le meilleur des cas, il y a une toilette pour 18 familles, et 1 douche, pour 50.

Je suis extrêmement peinée et bouleversée d'avoir à vous dire que la situation des réfugiés empire chaque jour et d'heure en heure.

Bien sûr, nous sommes reconnaissants de l'aide que nous avons reçue, mais c'est bien trop tard et bien trop peu. Notre peuple vit dans la peur constante et il est constamment exposé aux menaces naturelles et à la cruauté de l'EIIL.

• (0855)

J'apprécie le fait que vous m'ayez donné l'occasion de parler au peuple canadien et de demander à votre gouvernement d'aider mon peuple, les yézidis.

Ceux qui n'ont pas été assassinés par l'EIIL et qui sont devenus des réfugiés vont mourir en essayant de survivre malgré le froid. Ils ne peuvent pas répondre à leurs besoins fondamentaux; ils sont sans nourriture et sans soutien. C'est une tragédie. Il faut y mettre fin avant que la population mondiale ait le génocide d'une nation entière sur la conscience.

Il faut que les Canadiens entendent nos prières et nous aident, qu'ils fournissent des abris, de la nourriture et des soins à nos réfugiés, afin que nous puissions retourner chez nous. Il faut agir avant qu'il soit trop tard.

Il faut que les Canadiens entendent nos prières et nous aident à retrouver et à libérer ceux qui ont été réduits en esclavage. Tous les prisonniers captifs doivent être libérés. Il faut le faire avant qu'il soit trop tard.

Il faut que les Canadiens entendent nos prières et nous aident à assurer la protection internationale de notre peuple. Il faut le faire avant qu'il soit trop tard.

Je remercie d'avance chacun d'entre vous de m'avoir donné l'occasion de venir ici vous parler au nom de tout un peuple.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons poursuivre les déclarations préliminaires de nos témoins, puis nous passerons aux questions.

Monsieur Khalid Haider.

M. Khalid Haider (adjoint du président, Yazidi Human Rights Organization-International): D'abord et avant tout, merci de m'offrir l'occasion de vous donner l'heure juste, surtout compte tenu de tout ce dont nous avons été témoins, mes collègues et moi, et de ce qu'ont aussi pu observer tous les témoins que vous avez rencontrés.

Pour commencer, j'aimerais revenir sur un événement qui s'est produit il y a quelque temps, en août 2007: le quasi génocide contre mon peuple dans deux complexes yézidis, un complexe de Jazeera et un autre, à Kahtaniya. Le drame s'est produit à la suite du retrait des forces de sécurité kurdes, cinq minutes avant que les deux villages soient attaqués par quatre énormes camions remplis de C-4 et d'autres explosifs, causant la mort de plus de 700 personnes.

En fait, ce n'est pas la première fois que les Kurdes trahissent les yézidis. Le fait que nous ne soyons pas des musulmans ne signifie pas que nous n'avons pas le droit de vivre sur les terres qui appartenaient à nos ancêtres.

En 2014, sept ans après le premier génocide, nous y revoilà: le gouvernement kurde s'est retiré de la région de Sinjar, offrant par le fait même la région sur un plateau d'argent à l'EIIL, l'une des organisations terroristes les plus brutales de l'histoire de l'humanité.

Ce n'était pas suffisant pour les terroristes de forcer les chrétiens et d'autres membres de groupes minoritaires à quitter leur ville. Dans certains endroits, ils ne leur ont laissé que les vêtements qu'ils avaient sur le dos. Ils les ont expulsés de leur maison à coups de pied et par la force. Mais ce n'était encore là pas suffisant. Pour que le gouvernement kurde puisse faire passer son message auprès du gouvernement central, il a fallu sacrifier des yézidis. Tout ça en raison d'un différend: le gouvernement central refusait de donner des fonds aux gouvernements régionaux kurdes. Ceux-ci ont alors décidé de créer la tourmente, soit de faire entrer la guerre psychologique menée par l'EIIL en Irak, en leur offrant l'accès à la région de Sinjar et en troublant l'existence de minorités paisibles comme les yézidis et les chrétiens. C'est ce qui est arrivé.

C'est exactement comme l'allégorie de la caverne. Peu importe nos cris, peu importe nos appels: « Nous sommes là! Voici ce qui est produit! Voici ce qui nous arrive! »... Personne ne peut vraiment comprendre ce qui arrive à notre minorité paisible. Il s'agit d'une des plus anciennes croyances de l'humanité. Les yézidis ont été victimes de nombreux génocides. En fait, il s'agit du 74^e génocide dont nous sommes victimes. Au fil des ans, nous avons perdu près de 23 millions de yézidis, et, quand même, jusqu'à aujourd'hui, tout ce dont on entend parler, c'est du génocide kurde contre les Arméniens.

Les Kurdes mènent une guerre psychologique contre les yézidis. Des fonds qui ont été envoyés par les États-Unis — 280 millions de dollars — pour les réfugiés dans ces camps, seulement 12 millions

ont été dépensés. Tous les fonds que vous avez envoyés au gouvernement kurde seront utilisés par ce dernier à son profit, pas au profit des réfugiés, qui vivent dans des tentes. Lorsqu'il pleut, certains camps sont inondés. Tout ce que nous avons, ce sont des tentes... Les gens dorment à la belle étoile plutôt que dans les tentes en raison des risques d'inondation. Des enfants meurent de pneumonie. Des gens meurent parce qu'ils consomment des aliments périmés. Les Nations Unies et d'autres pays ont envoyé des aliments au gouvernement régional kurde. Il les remplace par des aliments périmés avant de nous les donner.

Un autre bon exemple, c'est que, actuellement, dans les monts Sinjar il y a de 7 000 à 10 000 hommes, femmes et enfants, sans mentionner les combattants. Le gouvernement kurde envoie des fournitures, et ils les gardent pour eux. Tous ceux qui disent « Nous sommes avec nous » en reçoivent. La farine et le sel sont des articles essentiels. Ils n'en donnent à personne sauf si on dit « Oui, nous sommes du PDK ».

● (0900)

Assez, c'est assez. Actuellement, des gens meurent et souffrent. Je vous pose une question: une vie humaine vaut-elle si peu? Dans certains pays, on fait beaucoup d'efforts pour sauver la vie des gens et même des animaux. Ils consacrent trop de temps à cet animal pour le laisser mourir. Cependant, aujourd'hui, une société entière — ou même une nation à proprement parler — et un ancien système de croyances risque très certainement de disparaître, et personne ne s'en émeut.

Tout ce qu'on entend, c'est que le gouvernement kurde fait de son mieux pour ces réfugiés, mais, la plupart du temps, il ne fait même pas 10 % de ce que vous entendez. Il y a une grande différence entre entendre et voir. Vous entendez ce qu'ils font. Vous avez peut-être envoyé quelqu'un dans la région du Kurdistan, mais on lui fera visiter les beaux camps qu'ils ont mis en place pour les gens dont ils sont proches.

En fait, dans plus de 95 % de ces camps, les gens vivent dans la misère: il n'y a ni nourriture, ni salubrité. Comme Mme Vian Saeed l'a dit, des tentes ont pris feu, et des gens sont morts. Certains de ces camps avaient été aménagés pour des réfugiés syriens et ont été remis aux yézidis après ce qui arrivait dans la région de Sinjar. Il s'agira d'une des tragédies les plus horribles de l'histoire, parce que les droits de la personne ne sont pas... On refuse de regarder la tragédie des yézidis en face. Mon collègue, qui m'accompagne, aujourd'hui, y a perdu toute sa famille. Les membres de sa famille étaient près, dans une région où on aurait pu les secourir, mais personne ne voulait s'y risquer. Il est l'unique survivant d'une famille d'environ 40 personnes, et seulement parce qu'il était aux États-Unis. Sinon, il y serait passé lui aussi.

Le gouvernement kurde reçoit beaucoup de fournitures. C'est à nous que la tragédie est arrivée, pas aux Kurdes. Nous vous demandons, en tant qu'État, de communiquer directement avec les yézidis, qui ont été blessés et expulsés de leurs maisons et de leurs villes. Nous voulons que vous vous rendiez sur place afin de comprendre l'ampleur de la tragédie qu'ils vivent au quotidien, parce que la plupart de l'aide — plus de 85 % — ne se rendra pas à ces réfugiés.

L'aide qui a été envoyée dans la montagne par le Qatar et les Émirats est un autre exemple. Les fournitures ont été envoyées dans des marchés et remplacées par de vieux vêtements pourris. Je peux vous envoyer beaucoup de photos. Vous ne pourriez même pas utiliser ces vêtements pour nettoyer votre voiture. Aucun humain ne peut les porter, surtout pas dans les montagnes. Il peut y faire aussi froid qu'à Ottawa, tellement froid que les gens ne peuvent pas survivre à ces basses températures. C'est un fait.

Tout ce qu'on entend dire, c'est que les Kurdes aident. Pour être honnête avec vous, ce sont les Kurdes qui ont commencé tout ça, et c'est en raison d'un différend qu'ils avaient avec le gouvernement central irakien. C'est pour cette raison que le premier ministre al-Maliki a démissionné lorsqu'ils ont remis le barrage de Mossoul à l'EIIL. Par conséquent, ce qui est arrivé, c'est qu'ils ont obtenu du pouvoir à nos dépens. Et, malgré tout, tous les autres États du monde voulaient envahir l'Irak parce qu'ils disaient que Saddam Hussein tuait des gens à en remplir des charniers. De nos jours, les différents partis politiques font bien pire que lui.

Pour terminer, je tiens à tous vous remercier, mesdames et messieurs, de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole pour vous raconter ce que j'ai vu. Merci beaucoup.

● (0905)

Le président: Merci beaucoup, monsieur Haider.

Nous allons maintenant rejoindre le rabbin Reuven Bulka par téléconférence.

Monsieur, je vous cède la parole afin que vous puissiez nous présenter votre déclaration préliminaire.

Le rabbin Reuven Bulka (à titre personnel): Merci beaucoup.

J'ai été très touché par le discours du dernier témoin. D'une certaine façon, il parle des défis auxquels nous sommes tous confrontés lorsqu'il y a un désastre qui se profile à l'horizon, quelque part sur la planète. Il faut continuellement se demander si, au-delà des discours, nous avons vraiment tiré des leçons du passé: le Rwanda, l'Holocauste et tellement d'autres situations où des gens vulnérables ont été quasiment exterminés. Et même si nous voulons faire tout ce que nous pouvons, nous aimerions pouvoir faire quelque chose pour prévenir ces atrocités. Avons-nous les outils nécessaires? En d'autres mots, de façon générale, le monde est-il outillé lorsqu'une telle tragédie se produit, pour intervenir et prévenir de tels désastres, de telles catastrophes et de telles tragédies?

Malheureusement, de ce que j'ai pu voir, c'est loin d'être le cas. Je dirais qu'il est plutôt probable que la réponse soit non. Il faut donc se poser une autre question: nous sommes-nous vraiment assez efforcés de mettre au point une stratégie internationale, et j'irai même plus loin, une armée internationale pouvant intervenir pour prévenir ce genre de choses? C'est un défi majeur.

Je sais que le gouvernement et le peuple canadiens sont, en général, horrifiés par ce qui arrive aux yézidis, mais des cartes de condoléances ne sauvent pas de vies. Nous devons nous poser une question très importante: pouvons-nous en faire plus? La situation est urgente. Pendant que nous parlons, des gens meurent. Il faut se demander si nous pourrions réagir de façon plus proactive. C'est une question essentielle.

Je ne mets pas en question le désir du gouvernement de sauver des vies ni son engagement à l'égard des droits de la personne. Ce sont des faits incontestables, mais la vraie question, c'est de savoir si nous pouvons mobiliser la communauté internationale, qui n'est pas indifférente, pour nous assurer que nous ne laissons pas le champ

libre aux despotes et assassins du monde entier. C'est la question à laquelle il faut répondre. Je laisse le reste aux autres.

Voilà, en gros, ma déclaration préliminaire. Je sais que les questions dont nous sommes saisis ne se limitent pas uniquement à l'élimination des dangers outre-mer, et qu'elles concernent aussi les dangers en sol canadien. Un autre défi que nous avons, au Canada, c'est de savoir si nous avons les outils nécessaires. C'est le cas, mais en faisons-nous assez pour nous assurer que le Canada de demain sera un pays où les terroristes n'oseront pas se pointer le nez simplement parce que nous ne leur donnons pas l'occasion.

Nous sommes horrifiés lorsque des choses terribles, comme ce qui est arrivé il y a environ un mois, se produisent, mais, au bout du compte, pour prévenir de tels événements, il faut investir beaucoup pour renforcer les collectivités et mettre en place des stratégies d'alerte et de prévention communautaires, ce qui signifie aussi être à l'affût des dangers lorsque l'on veille à la création de collectivités solides dans lesquelles les gens se sentent inclus plutôt qu'exclus. Ce sont là des programmes de grande envergure. Je n'en doute pas, et je ne dis pas que ce sera facile. Une chance que le Canada est un pays qui prend cette question au sérieux, et, espérons que, pour cette raison et grâce aux efforts déployés, des gens comme vous pourront s'attaquer au problème et trouver des stratégies qui permettront de sauver des vies parce que, au bout du compte, c'est de ça qu'il s'agit.

Merci.

● (0910)

Le président: Merci, rabbin Bulka.

Mesdames et messieurs les témoins, nous allons avoir plusieurs séries de questions. Nous allons commencer par le côté de l'opposition, puis passerons au côté du gouvernement, et ainsi de suite. Durant la première série, les intervenants auront sept minutes chacun, puis, dans les séries subséquentes, ils en auront cinq. On s'assurera ainsi que tous les membres ont l'occasion de poser des questions.

Je vais commencer par le NPD, monsieur Dewar. Vous avez sept minutes, s'il vous plaît.

M. Paul Dewar (Ottawa-Centre, NPD): Merci, monsieur le président, et merci à nos invités, ici, à Ottawa, qui sont arrivés des États-Unis durant la nuit. Vos efforts reflètent votre détermination et votre volonté d'être la voix d'un peuple qui n'en a pas eue au cours des dernières années. Je tiens aussi, bien sûr, à remercier notre témoin qui comparait d'Erbil — à qui je poserai ma première question — et à saluer le rabbin Bulka. Je suis heureux de vous entendre.

Je suis un peu choqué par certains des témoignages que nous avons entendus aujourd'hui. Je suis aussi un peu frustré, parce qu'une partie des propos tenus aujourd'hui vont tout à fait dans le sens de ce que nous avons entendu lors de notre voyage à Erbil en septembre dernier. On avait demandé la prise immédiate de mesures afin de sauver des vies et d'offrir un important soutien humanitaire. Je dois aussi dire que je suis un peu déprimé. Vous savez, j'étais à Erbil, en 2007, et il y avait eu des conférences à Ottawa et à Washington sur le besoin de protéger les minorités. Tout ça remonte à 2008, 2009 et 2010. À ce moment-là, on connaissait déjà ce dont étaient victimes les Yézidis et les chrétiens. Maintenant, l'EIIL est entré dans le portrait, et la situation a dégénéré. Mais soyons clairs, et je vais le redire: nous avons été avertis à ce sujet. Personne n'avait prédit la montée de l'EIIL, mais, en ce qui concerne la persécution des Yézidis, des chrétiens et des mandéens, elle était déjà en cours, et l'Irak procédait à leur élimination.

Je vais maintenant me tourner vers notre témoin à Erbil.

Madame Dakhil, vous avez récemment prononcé un discours devant le Parlement iraquien au sujet de la situation dans les monts Sinjar. Vous avez dit qu'il fallait mettre fin aux conflits politiques et faire preuve de solidarité humaine. J'ai une question très précise à vous poser: de quelle façon le Canada peut-il fournir l'aide humanitaire d'urgence requise et soutenir le processus démocratique et social et faciliter la création, comme vous l'avez dit, d'une solidarité entre toutes les communautés d'Iraq? Je vous demanderais de bien vouloir porter une attention particulière à la question du soutien humanitaire, en raison de ce que les témoins d'aujourd'hui nous ont dit sur la prestation de ce soutien. Durant notre réunion d'hier, des témoins nous ont dit que certaines entités ont fait des promesses qu'elles n'ont pas tenues. Et, aujourd'hui, des témoins nous ont expliqué que l'aide n'est peut-être pas acheminée comme elle devrait l'être. Pouvez-vous nous aider à ce sujet, s'il vous plaît?

Mme Vian Saeed: Merci beaucoup de me poser la question, mais je crois que je vais avoir besoin de traduction. Mon amie, qui est tout près, peut peut-être traduire ce que je vais vous dire. Est-ce que c'est correct?

M. Paul Dewar: Prenez votre temps.

● (0915)

Mme Vian Saeed: Pour commencer, nous avons besoin d'aide humanitaire le plus rapidement possible; par exemple, des abris pour les personnes qui dorment dans les rues alors qu'il fait très froid. Il faut des aliments, des vêtements et des articles de premiers soins. Des enfants meurent en raison des problèmes sanitaires là-bas, mais nous ne voulons pas recevoir cette aide des Nations Unies, parce que cette organisation ne le fait pas de façon équitable. Comme je l'ai dit dans mon discours, tout ce que nous recevons nous est fourni par les Nations Unies. En fait, les Nations Unies ne sont pas préoccupées par la crise dont nous sommes victimes. Les responsables de la région kurde nous aident du mieux qu'ils peuvent, mais ce n'est pas assez. Nous avons besoin d'une aide internationale venant d'organisations humanitaires. D'un autre côté, du point de vue de notre défense, il faut que le gouvernement canadien nous aide en appuyant nos combattants dans les montagnes et ceux qui ont été enlevés. Dans leur cas, nous ne savons pas ce qui leur est arrivé, ni où ils sont exactement.

Merci.

M. Paul Dewar: Merci.

Je veux vous parler de votre rôle en tant que membre du Parlement. Vous être un membre yézidi du Parlement. Les membres du Parlement iraquien tiennent-ils compte de ce que vous dites? En d'autres mots, lorsque vous vous prononcez au sein du Parlement au sujet des choses dont vous nous avez parlé, les autres parlementaires vous écoutent-ils?

Mme Vian Saeed: Non. Au Parlement, lorsque j'ai prononcé mon discours pour la première fois, tous les membres irakiens m'ont appuyée. Jusqu'à présent, tous les membres du Parlement iraquien me soutiennent vraiment et m'ont aidée relativement à la situation difficile dans laquelle le peuple yézidi se trouve.

M. Paul Dewar: Je veux être sûr de bien comprendre: ils vous soutiennent? Ils vous écoutent, maintenant, après votre discours?

Mme Vian Saeed: Oui. Jusqu'à présent, les membres du Parlement iraquien m'ont appuyée, mais vous devez comprendre que le Parlement n'est pas le gouvernement. C'est maintenant au gouvernement de faire quelque chose pour ces réfugiés, ceux qui ont été enlevés et ceux qui vivent dans les montagnes. Il faut que les

combattants, l'armée, bénéficient du soutien du gouvernement iraquien.

M. Paul Dewar: Merci.

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à M. Anderson. Vous avez sept minutes.

M. David Anderson (Cypress Hills—Grasslands, PCC): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier nos témoins d'être là aujourd'hui.

Pour faire suite à la question de M. Dewar, j'aimerais demander à notre invitée, qui est membre du Parlement, ce qui doit se produire sur les plans politique et militaire pour que son peuple puisse retourner chez lui?

Mme Vian Saeed: Il faut que le gouvernement canadien et les autres gouvernements à l'échelle internationale aident notre gouvernement à lutter sur place contre l'EIL. Ils peuvent nous aider à retourner chez nous et à retrouver les terres qui nous ont été enlevées.

● (0920)

M. David Anderson: L'armée iraquienne peut-elle mener ce combat?

Mme Vian Saeed: L'armée iraquienne, l'armée kurde [*Note de la rédaction: inaudible*], et nos combattants, les Yézidis qui combattent, sont tous prêts à lutter contre l'EIL, mais ils ont besoin de plus d'aide, de vous et de la communauté internationale.

M. David Anderson: Y a-t-il des choses dont vous avez besoin, de la formation et de l'aide dans ce domaine?

Mme Vian Saeed: Oui.

M. David Anderson: Je veux maintenant m'adresser aux invités qui sont ici, avec nous, aujourd'hui.

J'ai été surpris d'entendre ce que vous aviez à dire au sujet des Kurdes. Avez-vous laissé entendre que les Kurdes auraient pu arrêter l'EIL? Ils ont quitté la zone. Dites-vous que leur puissance militaire était suffisante et qu'ils auraient pu l'arrêter?

M. Khalid Haider: En effet. Les Kurdes sont des combattants réputés. Ils ont eu l'occasion d'arrêter l'EIL et de prévenir tout ce chaos. Ils sont partis en pleine nuit, vers deux ou trois heures du matin, et ils ont laissé la population sans défense, sans préavis. Ils auraient pu aviser tout le monde et les amener avec eux dans les montagnes ou maintenir leur position, mais ils ne l'ont pas fait. Il y a beaucoup de preuves, beaucoup de documents, comme des vidéos. Un journaliste leur a demandé pourquoi ils quittaient la région de Sinjar. Il leur a demandé pourquoi ils agissaient ainsi et leur a dit qu'ils devaient protéger les innocents. Et ils ont répondu: « Oh non, nous ne savons pas. Nous allons les laisser là ». Parfois, ils ne répondent même pas aux questions. Ils ont laissé des véhicules blindés dans ces camps, ces bases, qui appartenaient à l'armée iraquienne. Il y avait des armureries pleines d'armes. Ils ont tout laissé et ils sont partis.

M. David Anderson: Dans ce cas-là, parlez-nous de l'ancien rôle de l'armée iraquienne et ce qu'il doit être, à l'avenir. Des témoins nous ont dit qu'il faut assurer un certain perfectionnement et une certaine formation pour assurer sa professionnalisation si l'on veut renverser la tendance dans ce conflit.

M. Khalid Haider: Monsieur, ils n'ont pas besoin de formation. Ils ont besoin d'un meilleur plan. Actuellement, dans ce conflit, on constate un manque de coordination. Il n'y a aucune coordination entre les parties.

Les forces kurdes et les forces irakiennes relèvent toutes deux du même cadre. Elles devraient protéger les gens, peu importe qui ils sont, peu importe leur identité, leurs croyances, leur langue ou une quelconque autre caractéristique.

Elles sont responsables de tout ce gâchis. Ce n'est pas de formation qu'ils ont besoin, mais d'une meilleure coordination.

M. David Anderson: Rabbin Bulka, pouvez-vous nous fournir le point de vue des juifs ou d'Israël sur l'EIIL? Nous avons entendu que l'EIIL tente actuellement des percées en Libye et en Égypte. Je me demande si vous avez quelque chose à dire sur la percée de cette organisation dans cette région et sur l'impact que cela pourrait avoir. C'est une région un peu différente, mais une zone loin de l'Iraq et de la Syrie.

Le rabbin Reuven Bulka: Eh bien, je ne suis pas un expert du domaine du renseignement, et je ne veux pas non plus le prétendre, mais je suis sûr qu'il y a un véritable intérêt pour les contrer, d'une façon ou d'une autre, et il n'y a aucun pays qui a plus d'expérience dans ce domaine qu'Israël.

L'EIIL est un grave problème, mais, en raison du pillage, je crois qu'il n'est pas le seul problème. Il y a beaucoup d'organisations terroristes, et il s'agit d'un conflit majeur. Selon moi, personne n'a « la » réponse. C'est probablement une combinaison de plusieurs choses, mais, évidemment, dans le cas d'un groupe comme celui-ci, qui ne respecte aucunement la vie, et qui, en fait, la méprise, la lutte est très difficile. Cependant, la seule façon de lutter contre ces personnes, c'est avec force et avec la puissance de feu nécessaire pour les éliminer. C'est aussi simple que ça.

Pour ce qui est des stratégies à utiliser pour y arriver, les gens qui luttent déjà depuis longtemps sont probablement les mieux placés pour répondre à cette question.

● (0925)

M. David Anderson: Vous avez parlé du besoin de sensibilisation et d'influence. J'aimerais savoir, selon vous, dans quelle mesure le gouvernement, notre gouvernement, devrait tenter d'influer — ou de contrôler, plutôt — les enseignements et les messages religieux qui sont véhiculés, et en particulier sur Internet.

Le rabbin Reuven Bulka: C'est une question critique. Nous abordons cet enjeu dans un contexte où nous vénérons l'idée de la liberté d'expression. Je ne pense même pas que, de nos jours, nous traçons une ligne de démarcation claire entre la liberté d'expression et nos responsabilités en ce qui concerne le respect de la vie. Nous n'avons probablement pas surmonté ce défi, qui est une lutte de tous les instants, mais je ne crois pas que, actuellement, vous puissiez nécessairement étouffer ce qui se produit sur Internet; c'est une entreprise très difficile. Ce que vous pouvez faire, c'est communiquer des messages opposés, comme des messages liés aux « valeurs canadiennes ». C'est ça qu'il faudrait communiquer partout sur Internet.

Si nous consacrons toute notre énergie à essayer de contrôler ce qui est mauvais, nous ne serons probablement pas aussi efficaces que si nous consacrons notre énergie à communiquer de bons messages qui, grâce à nos connaissances des technologies, peuvent être disséminés partout en ligne.

Au bout du compte, il n'y aura probablement jamais de solution parfaite, mais, si nous misons sur l'avenir, il est préférable d'investir

dans des messages positifs qui incluront et joindront tous les Canadiens.

Le président: Merci beaucoup, monsieur.

Nous allons passer à M. Garneau. Monsieur, vous avez sept minutes.

M. Marc Garneau (Westmount—Ville-Marie, Lib.): Merci, monsieur le président.

Comme beaucoup de Canadiens, j'ai entendu parler pour la première fois des Yézidis cet été, à la suite des événements qui se sont produits sur les monts Sinjar, et je dois admettre que je n'en avais jamais entendu parler avant.

J'ai des questions pour tous les témoins. Je vais commencer par Mme Saeed. Êtes-vous l'unique membre yézidi du Parlement irakien ou y en a-t-il d'autres?

Mme Vian Saeed: Non. Il y a deux membres du Parlement irakien qui sont des Yézidis. Je suis l'une d'eux.

M. Marc Garneau: D'après vos estimations, combien de Yézidis ont fui la région kurde de l'Iraq?

Mme Vian Saeed: Nous ne connaissons pas le nombre exact, mais je crois que c'est environ 400 000 personnes.

M. Marc Garneau: Des Yézidis ont-ils réussi à rester dans les villages d'où ils viennent ou est-ce que tout le monde a fui la région kurde de l'Iraq?

Mme Vian Saeed: Depuis le début, tous les Yézidis ont fui dans les montagnes, dans la région du Kurdistan et à Dohuk. Actuellement, il y a environ 700 familles yézidies dans les montagnes. Ces familles accompagnent les hommes qui luttent contre l'EIIL.

M. Marc Garneau: Votre position au sein du Parlement irakien vous permettra peut-être de répondre à la question qui suit.

Le gouvernement irakien à Bagdad contribue-t-il à l'aide humanitaire fournie aux réfugiés qui se sont retrouvés dans le Nord de l'Iraq? Fournit-il un financement ou une aide humanitaire?

Mme Vian Saeed: Environ 80 % l'aide humanitaire qui est fournie aux réfugiés dans la région du Kurdistan vient du gouvernement régional kurde. Les autres 20 % viennent du gouvernement irakien.

M. Marc Garneau: Merci. Je vais passer à M. Haider.

J'ai été surpris de vous entendre dire que les Kurdes avaient trahi les Yézidis. Je ne le savais pas; c'est du nouveau pour moi. Vous avez dit que la majeure partie de l'aide destinée à la région kurde ne se rend pas aux réfugiés yézidis.

Je me suis rendu dans la région en septembre en compagnie de M. Dewar. Nous n'avons pas rencontré de Yézidis, mais nous avons surtout vu des chrétiens chaldéens qui avaient eux aussi fui la région.

Lorsque vous dites que la majorité de l'aide ne se rend pas aux réfugiés yézidis, vous sous-entendez que c'est le gouvernement kurde qui a le contrôle de l'aide humanitaire, et non des organisations non gouvernementales comme les Nations Unies et d'autres organismes.

Le gouvernement régional kurde contrôle-t-il de près l'aide humanitaire?

● (0930)

M. Khalid Haider: Oui, monsieur, c'est le cas. De plus, il n'y a pas uniquement des camps dans la région du Kurdistan. Il y en a beaucoup en Turquie. Il y en a à différents endroits.

Une Américaine m'a envoyé des documents, que j'ai remis à la greffière, au sujet du gouvernement turc qui tente de contrôler le budget et qui ne veut pas permettre au Parti des travailleurs du Kurdistan — un autre parti politique, un parti kurde de Turquie — de contrôler son budget; il remet l'aide directement et sans détour aux Yézidis, qui ont été abandonnés et qui ont dû fuir leur ville natale.

En ce qui concerne la région kurde en Iraq, il y a eu beaucoup de témoins, pas seulement nous. En fait, mon collègue peut vous l'expliquer mieux que moi. Je vais le laisser vous expliquer la situation du manque d'aide humanitaire.

M. Omar Haider (Yezidi Human Rights Organization-International): Je tiens à tous vous remercier de nous avoir permis d'être ici.

Pour revenir à la situation dans les montagnes, comme Kahlid l'a dit, j'ai perdu toute ma famille. Je suis le dernier. Mme Saeed les connaît. Elle est déjà venue chez nous.

Pour ce qui est de la situation dans les montagnes, mes parents et les membres de ma tribu y sont encore. Personne n'a quitté la montagne. En fait, il y a non pas 700 familles là-bas, mais bien 1 200 familles qui sont documentées. Je communique avec ces gens chaque jour. Même Khalid était là hier.

J'ai parlé à quelqu'un qui reste dans les montagnes. Certaines personnes risquent leur vie. Elles se sont rendues dans un village abandonné pour y trouver de la farine afin de pouvoir faire du pain, mais, malheureusement, leur véhicule a sauté sur un dispositif explosif de circonstance, et elles sont mortes toutes les deux. Ce n'est pas la première fois. Des gens risquent leur vie pour aller chercher de la farine parce qu'ils ne reçoivent aucune aide. Les fournitures qui ont été larguées étaient inutiles. Ils ne les ont même pas utilisées.

Des nouveau-nés meurent là-bas. Ils n'ont pas suffisamment d'abris. En gros, ils commencent à manquer de nourriture. Beaucoup de personnes risquent leur vie pour retourner dans les villages abandonnés.

Pour ce qui est des otages, bon nombre d'entre eux étaient à Tal Afar, et ils sont passés en Syrie, y compris ma famille. J'y étais. Je n'ai pas de nouvelles d'eux depuis un mois. J'ai reçu un appel hier: on m'a dit qu'ils y avaient amené la moitié des otages, soit 1 500 personnes, y compris certains membres de ma famille. Je ne sais pas où sont les hommes, mais je sais qu'ils ont amené toutes les femmes en Syrie.

Merci.

M. Marc Garneau: Vous avez aussi mentionné que les Kurdes persécutent les Yézidis depuis longtemps.

Pourriez-vous nous en dire plus à ce sujet? Les chiffres sont assez ahurissants.

M. Khalid Haider: Monsieur, si vous voulez revenir sur l'histoire des génocides dont ont été victimes les Yézidis, je dois vous parler du « prince aveugle » — c'est ainsi qu'on l'appelait — de Rawanduz. C'est le Kurde qui a mené la campagne contre les Yézidis.

Le 14 août 2007, la même chose s'est produite de nouveau. L'histoire se répète. Les Kurdes ont retiré leurs forces de deux villages cinq minutes avant qu'ils ne soient attaqués par Al-Qaïda, l'EIL de l'époque. L'EIL n'est qu'une nouvelle version d'Al-Qaïda qui porte un nouveau nom. Aujourd'hui, en 2014, les Kurdes se sont encore une fois enfuis sous le couvert de la nuit, et tous ces innocents ont été remis à des criminels, y compris des gens qui vivaient avec nous.

En fait, nous sommes en communication avec des personnes. Ils ont tué plus de 700 Kurdes venant d'Halabja, et de différents endroits, de Souleimaniye. Qui sont-ils? Ne croyez-vous pas que le gouvernement kurde sait que ces personnes partent et qu'ils appellent au jihad ou à la guerre sainte? Ne croyez-vous pas qu'il est au fait de leurs déplacements dans la région kurde? Ne croyez-vous pas qu'il voit leurs forces dans la région du Kurdistan? Ces forces arrêtent de jeunes garçons de 16 et 17 ans et les jettent en prison pour aucune raison. Ils nous persécutent. Ce ne pourrait être plus évident. C'est très évident. Très clair.

● (0935)

Le président: Merci.

Monsieur Garneau, je vous mentionne que le document en question, nous allons le faire traduire, et qu'il sera envoyé à tous les membres. Il était uniquement en anglais.

Merci beaucoup.

Cela met fin au premier tour. Nous allons commencer le deuxième, et les intervenants auront cette fois-ci cinq minutes.

Nous allons commencer par Mme Brown.

Mme Lois Brown (Newmarket—Aurora, PCC): Merci, monsieur le président.

Merci à tous nos témoins, qu'ils comparaissent par téléconférence ou qu'ils soient ici. Il est en effet très préoccupant pour le gouvernement canadien de prendre connaissance de ces situations. Comme vous le savez, notre participation se fait beaucoup dans une perspective humanitaire. Nous avons commencé tôt. Nous sommes un des plus importants contributeurs. Selon le Programme alimentaire mondial, il y a des gens qui se sont engagés à verser de l'argent, mais qui ne contribuent pas. Je suis heureuse de vous annoncer que le Canada a entièrement versé la contribution à laquelle il s'était engagé tout en continuant à chercher des façons d'aider. En tenant compte de la distribution inégale de l'aide humanitaire et du fait que nous travaillons avec nos partenaires internationaux, comme le Programme alimentaire mondial, pouvez-vous nous suggérer des moyens de faire en sorte que l'aide se rende à destination et qu'elle soit distribuée plus également? Nous voulons que notre aide soit accessible à tous les gens dans le besoin.

Vous avez parlé du nombre de yézidis qui se retrouvent dans les camps de réfugiés. Sont-ils victimes de discrimination même au sein des camps de réfugiés, ou se peut-il qu'on ne livre pas de nourriture aux camps où les yézidis sont réfugiés?

Pourriez-vous nous éclairer?

M. Khalid Haider: Cette discrimination a toujours existé. Je ne vais pas mentir et dire que tous les Kurdes se ressemblent. Il y a parmi eux des gens très bien. Si je disais que tous les Kurdes sont semblables, ce serait totalement faux, mais certains représentants des Kurdes, c'est clair, ne propagent pas ce message des deux côtés. Les camps qui ont été aménagés pour les réfugiés sont situés dans des vallées. Chaque fois qu'il pleut, l'eau leur monte jusqu'à la taille, et ils sont forcés de quitter leur tente. Il faut mettre en place un organisme — ou un bureau, peu importe — pour le programme alimentaire. Il faut que ce bureau soit mis sur pied par l'ONU ou par quiconque sera responsable de surveiller les allées et venues. Il y a beaucoup de camps, et dans chacun d'eux, il y a beaucoup de gens. Quand on circule dans cette région kurde — et ce n'est pas comme lorsqu'on circule dans le centre-ville de Bagdad —, on constate que les gens sont plutôt d'accord avec l'ONU. Ils veulent être amicaux, ils veulent bien paraître. Quand on se promène, on voit des gens qui souffrent et qui ont besoin d'aide, et on veut pouvoir les interroger sans que les autorités kurdes, par-dessus notre épaule, leur disent de ne rien dire... Quand vous allez là-bas, les autorités vont s'assurer d'envoyer quelqu'un avec vous, qui les avertira de ne rien dire. Tout se passe comme sous l'ancien régime, le régime de Saddam Hussein. C'est une autre version du même discours.

Merci.

Mme Lois Brown: Madame Saeed, avez-vous un commentaire à formuler sur la façon dont nous pourrions nous assurer que l'aide humanitaire se rende spécifiquement aux yézidis?

Mme Vian Saeed: Premièrement, j'aimerais vous remercier.

Deuxièmement, il existe quelques organismes au Canada. Il y a par exemple l'Iraqi society for human rights au Canada. Nous sommes en relation avec les responsables. Vous pouvez également communiquer avec eux. Nous pouvons travailler avec cet organisme pour assurer une juste distribution de l'aide, même ici, au Kurdistan. De mon côté, je vais passer des contrats d'échange de données avec [Note de la rédaction: *inaudible*], qui sont prêts à aider. Le gouvernement kurde et nous-mêmes sommes tous fin prêts à recevoir toute forme d'aide du Canada. Soyons justes, nous voulons que la contribution de la société canadienne soit reconnue. Nous ne pouvons pas communiquer avec votre organisme, là-bas. Comme je l'ai dit, il y a l'Iraqi society for human rights.

• (0940)

Mme Lois Brown: Je crois qu'on vient de me dire que je n'ai plus de temps.

Merci, monsieur le président.

Le président: Merci, madame Brown.

Madame Laverdière, pour cinq minutes, s'il vous plaît.

Mme Hélène Laverdière (Laurier—Sainte-Marie, NPD): Merci, monsieur le président. Je vais poser mes questions en anglais, pour éviter d'autres problèmes d'interprétation.

Merci beaucoup à tous les témoins d'être venus ici aujourd'hui. Merci des très intéressants commentaires que vous avez formulés et de tout ce que nous avons pu apprendre grâce à votre témoignage.

J'aimerais revenir sur la question de Mme Brown, car je voulais moi aussi savoir comment le Canada peut mieux cibler son aide de façon à soutenir ceux qui sont les plus à risque. Vous avez mentionné, madame Saeed, l'Iraqi society for human rights. Quel rôle cet organisme joue-t-il? Quels types d'activités mène-t-il? Est-ce qu'il fournit une aide humanitaire, est-ce qu'il envoie de la nourriture ou des abris, des choses comme ça?

Mme Vian Saeed: J'ai déjà travaillé avec cet organisme. Il est prêt à fournir des abris, de la nourriture, des vêtements et toute autre forme d'aide aux réfugiés du Kurdistan. Ses membres sont d'origine kurde ou canadienne.

Mme Hélène Laverdière: En tant qu'opposition officielle au Canada, nous avons vraiment insisté pour que le Canada fournisse une aide accrue et plus ciblée aux minorités, aux réfugiés et aux victimes de violence sexuelle en Irak et en Syrie. Selon ce que vous savez de la situation, quels sont les principaux besoins au chapitre du logement, de la nourriture, de la santé et de l'éducation?

Mme Vian Saeed: Ce dont nous avons le plus besoin, aujourd'hui, c'est d'un endroit où vivre: des campements ou des maisons, mais pas des tentes, parce qu'elles ne conviennent pas aux températures froides qu'on connaît ici, en Irak. Vous pouvez aider de toutes les façons possibles. Je ne peux pas vous obliger à nous fournir une aide ou une autre ni vous dire exactement ce que vous devez faire, mais le besoin le plus criant, c'est le logement, car les gens, ici, dorment dans la rue.

Mme Hélène Laverdière: Qu'en est-il de l'éducation des jeunes? Ont-ils accès à une forme quelconque d'école, quand ils sont dans des camps?

Mme Vian Saeed: Cette année, tous les réfugiés prendront du retard dans leurs études, car ils n'y a aucun accès à des services scolaires. Mais l'an prochain... Nous faisons de notre mieux pour conclure des contrats avec le gouvernement afin que tous les réfugiés aient accès à des écoles, dans la région du Kurdistan, là où sont les camps.

• (0945)

Mme Hélène Laverdière: Qui coordonne cet effort qui vise à donner accès à des écoles?

Mme Vian Saeed: Le gouvernement kurde.

Mme Hélène Laverdière: Je pense ici aux jeunes, aux enfants qui sont pris dans cette situation terrible et horrible. Savez-vous s'il y a beaucoup de jeunes qui présentent des cicatrices psychologiques, qui ont des problèmes psychosociaux? Y a-t-il quelque chose que l'on puisse faire pour les empêcher d'être traumatisés pour le reste de leur vie?

Mme Vian Saeed: À mon avis, après la tragédie qui s'est déroulée aux monts Sinjar, tous ceux qui se trouvaient là vont souffrir du syndrome post-traumatique, vont être déséquilibrés sur le plan psychologique, en particulier les filles qui ont été violées. Ils sont dans un état psychologique terrible. Je crois que toutes ces filles ont besoin d'une psychothérapie, à tout le moins, de façon à pouvoir vivre une nouvelle vie.

Le président: Merci beaucoup. Nous allons maintenant passer la parole à M. Hawn, pour cinq minutes.

L'hon. Laurie Hawn (Edmonton-Centre, PCC): Merci, monsieur le président. Cinq minutes, ça passe vite. J'ai un certain nombre de questions, et j'aimerais des réponses plutôt courtes.

Selon ce qu'on entend aujourd'hui, il est difficile de savoir qui est le pire ennemi des yézidis, les Kurdes ou l'EiIL. Si l'État islamique était éliminé, est-ce que cet oppresseur ne serait pas tout simplement remplacé par l'oppresseur kurde, monsieur Haider?

M. Khalid Haider: Laissez-moi revenir à ma première déclaration et poser la question suivante: qui a laissé l'EIL s'installer, sinon les Kurdes? C'est la même chose. Se pourrait-il que la confiance ait été perdue après la deuxième fois? C'est ce que je crois, personnellement. Les yézidis croient également en général que nous ne pourrions plus jamais leur faire confiance. Le YPG, les combattants kurdes qui se battent aux côtés des yézidis, voulaient ouvrir une route. Ils voulaient ouvrir cette route pour que les fournitures puissent être expédiées jusqu'en montagne, la nourriture, d'autres choses comme ça, mais ils ont refusé.

L'hon. Laurie Hawn: Les Kurdes sont autant un ennemi que l'EIL, on dirait.

Quelle étendue faut-il traverser pour apporter ces fournitures aux yézidis?

M. Khalid Haider: Les monts Sinjar s'étendent d'est en ouest sur une distance de 14 à 20 milles. Le pire tronçon s'étend sur trois milles.

L'hon. Laurie Hawn: Est-ce qu'il serait possible, à votre avis, que nous passions par-dessus leurs têtes, nous ou quelqu'un d'autre, pour larguer les fournitures aux yézidis?

M. Khalid Haider: Tout à fait. Oui, monsieur, parce que si vous ne faites pas cela, personne ne le fera. Tant qu'il y a des gens qui réclament la nourriture pour eux-mêmes, comme les différents organes politiques, il n'y a pas lieu de les laisser s'en charger, il faut que quelqu'un d'autre le fasse.

L'hon. Laurie Hawn: Cela a été fait en partie, mais à quel point devons-nous garder cette opération secrète pour ne pas que les Kurdes s'y intéressent et s'emparent des fournitures?

M. Khalid Haider: Elle ne sera pas très secrète, il faudra trouver sur la crête de la montagne les lieux où larguer les fournitures.

L'hon. Laurie Hawn: Il est difficile de cacher un C-17...

M. Khalid Haider: Oui, en effet.

L'hon. Laurie Hawn: ... mais pour ce qui est de mettre cette opération en branle...

M. Khalid Haider: Le gouvernement irakien possède des appareils de ce type. Ce serait donc assez bien caché.

L'hon. Laurie Hawn: D'accord.

Passons maintenant à la question de la formation. Mme Saeed a dit que les Irakiens avaient besoin de formation, et je crois que c'est vrai. Ils ont peut-être besoin non pas d'instruction militaire individuelle, mais plutôt de formation sur la capacité de fonctionner de manière coordonnée, au sein d'une division. L'armée irakienne est formée d'un groupe aussi nombreux qu'une division — environ 20 000 soldats — qui pourrait assez rapidement investir le théâtre des opérations, mais ces soldats ont à mon avis besoin de formation. Je vous demande votre opinion. Selon ce que j'en sais, ils ont besoin de formation dans le domaine de la coordination, afin de pouvoir mener des opérations en tant qu'armée. C'est une formation de haut niveau. Il faut davantage former les chefs, par exemple.

Êtes-vous d'accord avec cette affirmation ou pensez-vous qu'on a exagéré le problème?

M. Khalid Haider: Je ne dirais pas que je suis en désaccord, mais je ne dirais pas non plus que je suis tout à fait d'accord parce que, comme je l'ai dit plus tôt, ils doivent dans ce rôle représenter la nation kurde. Il y a deux divisions. Il faut les coordonner et obtenir qu'elles s'accordent sur la définition de la mission à effectuer.

●(0950)

L'hon. Laurie Hawn: Cela veut dire qu'il faut assurer la coordination avec d'autres forces en présence dans la région. C'est à ce chapitre qu'une formation est nécessaire: il s'agit de mener des opérations en tant qu'armée ou de mener des opérations en collaboration avec d'autres armées.

M. Khalid Haider: C'est cela, en effet, et sans discrimination.

L'hon. Laurie Hawn: Rabbun Bulka, vous avez dit, à un moment donné, que nous avons besoin d'une armée internationale dans des cas comme celui-ci. Qui ferait partie de cette armée, selon vous, et qui la dirigerait?

Le rabbin Reuven Bulka: Si j'avais les réponses à toutes ces questions, j'aurais... Ce n'est pas clair, dans mon esprit. C'est une idée qui doit encore mûrir. Tout naturellement, j'y verrais des membres de l'ONU. Je ne crois pas que cela les intéresse. Je crois que quiconque prend l'initiative, un pays de stature internationale — et je suis convaincu que le Canada serait qualifié pour faire cela — devrait... Il faudrait que quelqu'un prenne énergiquement les choses en main en disant qu'il faut une force internationale qui pourra rapidement se constituer pour intervenir et empêcher les tragédies.

L'hon. Laurie Hawn: Je ne suis pas en désaccord avec vous. L'ONU n'a jamais vraiment réussi à mener des opérations avec ce type d'énergie.

Madame Saeed, vous avez mentionné, à moins que je vous aie mal comprise, que vous ne vouliez pas de l'aide de l'ONU. Est-ce que je vous ai bien comprise?

Mme Vian Saeed: Je ne pense pas vouloir blâmer l'ONU, mais je ne crois pas que son système soit ainsi. Il est un peu tard, maintenant. Il est trop tard pour que l'ONU puisse fournir de l'aide. Ce que j'ai dit, ou ce que je voulais vous faire comprendre... Nous voudrions que votre aide soit fournie directement aux réfugiés. Nous ne voulons pas qu'elle passe par l'ONU.

Le président: Merci.

Merci, monsieur Hawn.

Nous commençons maintenant notre troisième série d'interventions, en donnant la parole à M. Anderson pour commencer.

Vous avez cinq minutes, s'il vous plaît.

M. David Anderson: Madame Saeed, j'aimerais vous poser une question sur vos relations avec le gouvernement kurde.

Votre peuple est dispersé; il a quitté son territoire traditionnel pour se retrouver dans des camps de réfugiés kurdes. Quelles sont vos relations avec le gouvernement kurde? Quel travail faites-vous avec lui, et comment est-ce qu'il se fait? Comment est-ce que cela fonctionne?

Mme Vian Saeed: Je suis désolée, je ne vous ai pas bien compris.

M. David Anderson: D'accord, je répète.

J'aimerais savoir quelles sont vos relations avec le gouvernement kurde. Votre peuple est dispersé, il a quitté son territoire traditionnel pour aller sur le territoire kurde. En tant que députée, votre travail consiste à les représenter. Quelles sont vos relations avec les Kurdes et avec leur gouvernement? Comment travaillez-vous ensemble?

Mme Vian Saeed: Mes relations...? Je suis députée et je représente la région kurde à Bagdad. Mes relations avec le gouvernement, le gouvernement kurde, sont très bonnes, et mes relations avec mes compatriotes yézidis sont aussi excellentes. J'essaie d'aider dans toute la mesure de mes moyens, en m'appuyant sur le gouvernement irakien de même que sur le gouvernement kurde pour aider mon peuple, les yézidis, qui sont aujourd'hui tous réfugiés dans le Kurdistan.

M. David Anderson: Au cours des derniers jours, dans le cadre des séances que nous tenons, nous avons entendu, entre autres, que l'ancien gouvernement de l'Irak avait échoué; qu'il s'était rendu coupable de discrimination contre de nombreux peuples.

Quelle est votre opinion au sujet du nouveau gouvernement? Va-t-il être ouvert à tous les peuples, et pourra-t-il travailler avec tous les groupes, y compris les yézidis?

Mme Vian Saeed: Nous espérons que le nouveau gouvernement va fournir plus d'aide et que l'Irak connaîtra un nouveau départ et un nouvel avenir, et cela s'applique bien sûr à nous, les yézidis, en tant que minorité.

M. David Anderson: Il ne me reste que très peu de temps, mais pourriez-vous m'expliquer ce que cela signifie, être un yézidi? Quelle est l'importance de la montagne et de votre territoire? Pourriez-vous nous expliquer rapidement ce que cela signifie, être yézidi?

Si j'en ai le temps, je demanderais peut-être également à nos autres invités de répondre à cette question.

Mme Vian Saeed: D'accord.

Comme vous le savez, nous n'avons pas choisi d'être des yézidis. Nous naissons yézidis. J'en suis fière. Notre religion est une religion ancienne. C'est une religion pacifique; nous n'avons jusqu'ici fait de mal à personne. Nous vivons en paix avec les musulmans, les chrétiens, les yézidis, les Kurdes et les Arabes. Nous ne sommes pas du tout racistes. Nous avons été assassinés 74 fois, jusqu'ici, comme on l'a déjà dit. Nous avons essayé, jusqu'ici, de rester pacifiques et de ne faire de mal à personne. Tout ce que nous voulons, c'est pouvoir vivre en paix sur notre territoire. Nous ne voulons pas quitter notre territoire: c'est ici que je suis née, que mon père est né, que mon grand-père est né. Nous voulons rester ici et vivre à nouveau en paix sur notre territoire.

Je suis vraiment fière d'être kurde et je suis vraiment fière d'être yézidie; je ne veux pas quitter mon pays.

● (0955)

M. Khalid Haider: Cette montagne signifie beaucoup pour nous, comme vient de le dire Mme Saeed, en raison de l'histoire de nos ancêtres en ces lieux, et il y a également des sites religieux. Il y a sur la montagne de 20 à 30 lieux saints. Le mot « yézidi » signifie « qui m'a donné la vie, qui m'a créé ». Nous sommes attachés à cette montagne, parce qu'elle nous appartient; nous sommes nés sur cette terre autrefois connue sous le nom de Mésopotamie et qui accueille encore aujourd'hui une bonne partie des minorités assyrienne et sabi. Nous sommes nés d'Irak, et il est impensable pour nous de laisser quelqu'un d'autre occuper notre terre natale, notre village natal. C'est la dernière chose que nous ferions.

Merci beaucoup.

Le président: Merci, David.

Nous passons la parole à M. Dewar, pour cinq minutes.

M. Paul Dewar: Merci.

Je suis heureux d'entendre cela. Mon collègue a posé une bonne question, car je crois que les gens doivent comprendre qu'il ne s'agit pas ici de réinstallation. Il ne s'agit pas ici de pouvoir partir. C'est ici que vous vous trouvez, c'est ici que sont vos racines. Comme c'est la même situation pour mon collègue, M. Saganash: les gens appartiennent à la terre, et il n'est pas question de déménager où que ce soit. Vous appartenez à la terre, et je crois qu'il est important que les gens le sachent.

Je vais commencer en m'adressant à vous, monsieur Haider. Ce que nous avons entendu aujourd'hui est extrêmement troublant, si ce que vous dites est vrai et s'il s'agit de faits. Et je n'ai aucune raison de douter de ce que vous dites, mais nous avons entendu d'autres témoignages, pendant les séances, ou lorsque M. Garneau, moi-même et le ministre des Affaires étrangères nous sommes rendus sur le terrain. On nous a laissés entendre que les gens avaient accès à de l'aide, même si nous ne nous sommes pas rendus jusqu'à Dohuk, par exemple, malgré que les gens de l'ONU nous encourageaient à y aller.

Mais ce que vous dites, franchement, pourrait entraîner des accusations de crimes de guerre. Et je voudrais que ce soit très clair: si ce que vous dites est vrai, il faudra que les différents gouvernements déclarent qu'une enquête est justifiée.

À ce propos, j'ai un peu fait rire de moi, de mon côté de la Chambre, lorsque j'ai déclaré qu'il nous fallait envoyer sur place des gens qui allaient mener enquête sur des crimes de guerre. On m'a accusé de vouloir envoyer des avocats pour traiter avec l'EIIL. Je dois m'expliquer: la raison pour laquelle j'ai dit cela, c'est que, entre autres mesures de soutien, nous devons chercher à savoir ce qui se passe, parce qu'il est évident que des crimes de guerre sont perpétrés. Mais nous devons savoir qui les commet.

Ce que vous dites, les déclarations que vous faites, il est important que vous nous les fassiez, mais il faut les faire aussi devant les plus hautes instances. Ce que vous laissez entendre, ici, avec beaucoup de précautions, c'est que des gens se faisaient dire — je remonte en fait à 2009 — que la minorité à laquelle ils appartenaient était ciblée. Mais vous dites quelque chose de très différent. Vous dites qu'il existait des preuves selon lesquelles l'EIIL s'en venait, et que les gens à protéger étaient les forces sur place, les Kurdes, qui ont abandonné les civils en sachant qu'ils allaient être assassinés, enlevés, etc.

C'est bien ce que vous avancez?

M. Khalid Haider: Une coïncidence peut se produire une ou deux fois, mais pas trois ou quatre fois de suite. Les gens sont allés aux autorités kurdes dans la région de Sinjar et ont demandé si elles avaient besoin d'aide ou de soutien. Les gens voulaient être recrutés. Elles répondaient: « Non, non, rentrez chez vous. Nous ne manquons de rien. Nous avons 12 000 combattants peshmergas dans la région de Sinjar et aux alentours. » Douze mille? C'est plus d'une division, je crois, ou même de trois. Sans mentionner que, trois jours auparavant, elles ont saisi des mitrailleuses lourdes des mains des Yézidis, qui combattaient avec les peshmergas.

● (1000)

M. Paul Dewar: Pourquoi?

M. Khalid Haider: Je l'ignore. J'ai posé la question à la personne même qui les a saisies.

La troisième chose, c'est le fait de quitter ces gens sans leur dire. Dites-leur au moins que le danger est imminent. Lorsqu'il y a trois coïncidences d'affilée, cela nous dit quelque chose d'évident. Si on revient à mai 2014, il faut se questionner au sujet des trois majors-généraux qui ont fui la ville de Mossoul et l'ont livrée à l'EIIL. Où sont-ils allés? Où se trouvent-ils? Ils sont allés à Erbil. Personne n'a remis cela en question. Où sont-ils?

Si vous voulez recueillir des éléments de preuve, vous devez mener une enquête. Vous partez du point le plus petit et demandez: « Comment est-ce arrivé? » Ensuite, vous remettez cela en contexte et assemblez les morceaux un à la fois. Vous ne pouvez pas voir toute la situation s'il vous manque un petit morceau. Vous revenez aux trois majors-généraux qui se sont rendus à Erbil plutôt que de retourner à leurs quartiers généraux à Bagdad.

Merci beaucoup.

M. Paul Dewar: J'ai une question rapide à poser à notre amie à Erbil. Notre gouvernement a affecté des ressources aux frappes aériennes. Nous croyons que nous devrions en faire plus au chapitre de l'aide humanitaire. Pouvez-vous nous dire ce qui est le plus important pour votre peuple à l'heure actuelle? S'agit-il de l'aide humanitaire que peut fournir le Canada ou s'agit-il de la mission de combat? S'agit-il des frappes aériennes?

Mme Vian Saeed: Pourriez-vous s'il vous plaît répéter la question?

M. Paul Dewar: Croyez-vous que le rôle du Canada devrait être d'offrir une plus grande aide humanitaire ou que nous devrions participer à la campagne de frappes aériennes?

Les frappes aériennes aident-elles votre peuple à l'heure actuelle ou quel est votre plus grand besoin? L'aide humanitaire ou les frappes aériennes de nos chasseurs à réaction CF-18?

Mme Vian Saeed: Nous avons surtout besoin d'aide humanitaire pour notre peuple, ce qui comprend le logement dans les camps. Nous avons besoin d'aide militaire pour nos combattants dans les montagnes, afin de les munir d'armes leur permettant de combattre l'EIIL.

M. Paul Dewar: Merci.

Le président: Madame Brown, pour cinq minutes.

Mme Lois Brown: Merci, monsieur le président. J'espère que je pourrai aborder toutes mes questions.

Les Yézidis cherchent-ils à obtenir leur propre territoire en Irak ou sont-ils satisfaits de rester irakiens et d'être reconnus comme groupe minoritaire dans ce pays?

Cherchent-ils un territoire à s'approprier ou menaient-ils un combat ou mènent-ils un combat à cet égard?

Peut-être que M. Haider pourrait répondre.

M. Khalid Haider: À vrai dire, les Yézidis n'ont jamais cherché à avoir leur propre territoire. Nous voulons être considérés comme des Irakiens, car nous coexistons pacifiquement avec toutes les religions et les nationalités qui nous entourent.

Lorsqu'une quelconque catastrophe s'abat sur une tribu — pas seulement les minorités religieuses, n'importe qui — nous l'aidons comme nous le pouvons. Nous sommes reconnus pour notre générosité et notre pacifisme.

Nous n'avons jamais cherché à nous approprier un territoire, non. Nous voulons faire partie du cadre appelé Irak, mais nous voulons aussi avoir des droits.

Mme Lois Brown: L'Irak vous a-t-il reconnu un statut de population minoritaire qui doit être représentée au gouvernement? Ou, madame Saeed, avez-vous dû vous battre pour votre siège au Parlement, aux côtés d'autres qui cherchaient aussi à obtenir une reconnaissance?

• (1005)

Mme Vian Saeed: Dans mon cas, non, je n'ai jamais été traitée comme une minorité au Parlement. Je n'ai pas eu de grande lutte à mener pour mon siège.

Comme je l'ai dit avant, nous vivons en paix avec tous les peuples et nous respectons les autres religions ainsi que les autres nationalités. Je n'ai pas connu de problème auprès de mes collègues parlementaires.

Mme Lois Brown: Nous sommes heureux de vous voir ici. À titre de parlementaires canadiennes, Mme Laverdière et moi-même saluons votre initiative et votre désir de servir votre peuple.

J'aimerais revenir un instant sur la discussion au sujet de l'aide humanitaire. Comme je l'ai dit avant, le Canada est déjà le troisième collaborateur en importance au chapitre de l'aide humanitaire. Nous sommes très préoccupés des événements qui se déroulent dans cette partie du monde et voulons y acheminer de l'aide humanitaire.

Comme le Programme alimentaire mondial a déterminé que le vrai problème tenait aux autres pays qui ne respectaient pas leurs engagements, y a-t-il un message ou une façon de transmettre un message aux autres pays pour leur demander de s'assurer que la contribution qu'ils ont promise est véritablement acheminée par l'entremise du Programme alimentaire mondial?

Avez-vous diffusé ce message auprès des autres pays pour leur demander de respecter leurs promesses?

Mme Vian Saeed: Je n'ai aucune tribune me permettant de m'adresser de façon générale aux autres pays pour leur demander de donner ou leur transmettre le message. Peut-être que, par votre intermédiaire, je peux maintenant transmettre mon message à tous les pays.

Ce que nous avons vécu, je ne le souhaite à personne sur terre. Voir mourir vos enfants, voir votre mère ou votre père assassiné sous vos yeux, voir votre soeur et votre fille assassinée dans les montagnes, [Note de la rédaction: inaudible] il s'agit d'une situation terrible pour quiconque. Je ne souhaite à personne de vivre une telle chose, sincèrement, cela vient du fond du coeur.

Mais, à tous ces pays, je pose la question suivante: si vous étiez à notre place, si vous aviez dû composer avec toutes ces conditions terribles que nous avons connues, comment vous sentiriez-vous ou comment voudriez-vous que le monde vous aide? Pour tout le monde qui m'entend maintenant, ou tout pays qui a promis de l'aide ou une contribution, j'espère que vous pourrez honorer vos promesses.

Merci beaucoup de m'avoir donné cette occasion.

Le président: Merci.

Nous passons maintenant à la quatrième série de questions.

Nous allons commencer par M. Saganash, pour cinq minutes, s'il vous plaît.

M. Romeo Saganash (Abitibi—Baie-James—Nunavik—Eeyou, NPD): Merci, monsieur le président.

Je tiens à remercier nos invités de leur témoignage ce matin.

J'aimerais commencer par Mme Saeed. Je poursuis sur la lancée de Mme Brown. J'imagine que, dans ce genre de conflit, les personnes les plus vulnérables sont toujours les filles et les femmes, sans exception.

Quels sont les besoins particuliers des femmes touchées par le conflit et quel rôle peut jouer le Canada à ce chapitre particulier?

• (1010)

Mme Vian Saeed: Tout d'abord, nous avons besoin d'une autorité supérieure pour faire libérer toutes les filles qui ont été enlevées. Peut-être que votre autorité ou qu'une autorité supérieure ou l'autorité que nous avons ici peut nous aider à rendre nos filles à leur famille.

Ensuite, nous avons hâte de bâtir des centres de réadaptation pour aider ces filles à reprendre une vie normale. Ou peut-être pourrions-nous les envoyer à l'étranger, à des meilleurs centres, afin qu'elles reçoivent un traitement en cas de problèmes ou de blessures psychologiques ou physiques.

M. Romeo Saganash: Merci.

Ma prochaine question s'adresse au rabbin Bulka.

Vous avez parlé du besoin d'une armée internationale et vous avez répondu en partie à la question de M. Hawn.

J'aimerais revenir sur l'autre aspect que vous avez mentionné. Vous avez parlé du besoin d'une stratégie internationale. Vous avez parlé de droits de la personne dans un tel contexte, ce qui, à mon avis, est très important. Tous les États membres de l'ONU ont clairement l'obligation de respecter tous les droits de la personne à tout moment. C'est là la raison d'être des objets et des principes des Nations Unies, et je crois qu'on ne saurait nous le rappeler trop souvent.

Pouvez-vous donner plus de détails sur le besoin d'une stratégie internationale? J'ai l'impression que ce genre de conflit sera de plus en plus fréquent dans l'avenir, donc le besoin d'une stratégie internationale est tout à fait pertinent dans un tel contexte.

Pourriez-vous en parler un peu?

Le rabbin Reuven Bulka: Oui, c'est exactement cela. Je suis heureux que vous ayez soulevé la question. C'est précisément parce que la chose semble infinie et les tragédies que nous avons connues étaient massives. On dit que chaque vie est précieuse, mais il est question de centaines de milliers — de millions — de personnes.

Ma principale objection tient à la perte dans tout le processus administratif. Il y a des pays aux alentours, surtout des démocraties, qui sont engagés à cet égard et devront peut-être prendre le taureau par les cornes et dire qu'ils vont faire quelque chose maintenant pour éviter ce type de phénomène à long terme, dans l'avenir, avoir une capacité de réaction rapide et examiner cela.

À tout le moins, il faut informer le monde que des efforts importants sont en cours pour contrer le type d'atrocités que nous semblons observer semaine après semaine.

Le président: Merci beaucoup.

Monsieur Hawn, vous avez cinq minutes.

L'hon. Laurie Hawn: Merci, monsieur le président.

Madame Saeed, vous avez répondu à la question de savoir ce qui était le plus important — l'aide militaire ou l'aide humanitaire —, et, à vrai dire, vous avez répondu que c'était les deux, ce qui est vrai, à mon avis. L'aide humanitaire est évidente. Vous avez aussi parlé du besoin d'une capacité de combat pour sauver les filles. Dans votre déclaration préliminaire, vous avez dit qu'il fallait mettre fin au

génocide. Bien sûr, ce n'est pas l'aide humanitaire qui met fin aux génocides.

Je crois qu'il y a environ 700 combattants yézidis, si j'ai bien compris. Pouvez-vous me dire qui offre un soutien militaire — une instruction, des fournitures ou je ne sais quoi — aux combattants yézidis?

Mme Vian Saeed: À l'heure actuelle, les fournitures à l'intention des combattants yézidis dans les montagnes proviennent du gouvernement kurde.

L'hon. Laurie Hawn: D'accord, mais M. Haider nous a dit que les Kurdes abandonnaient les Yézidis. Monsieur Haider, j'aimerais vous poser la question. Y a-t-il une contradiction ici?

M. Khalid Haider: Monsieur, tout d'abord, nous ne sommes pas kurdes, comme le prétend Mme Saeed.

Après le génocide, il est difficile de faire confiance aux Kurdes et de cohabiter avec eux, surtout après ce que nous avons vu. Comme l'a mentionné mon collègue, nous avons vu les Kurdes à Sinjar protéger les membres de l'EIIL et les mener aux maisons appartenant aux Yézidis.

À vrai dire, il y a plus de 5 000 à 7 000 combattants yézidis dans les monts Sinjar, et il ne s'agit pas de Kurdes et ils ne sont pas approvisionnés par les Kurdes.

En fait, toute l'aide a été acheminée par l'entremise du gouvernement central d'Irak. Après cela, une violente attaque-surprise menée par l'EIIL a eu lieu dans les monts Sinjar. Nos combattants dans les montagnes ont défait vague après vague de soldats de l'EIIL. Ils ont pris leurs mitrailleuses et leurs armes, parmi lesquelles se trouvent des douchkas lourdes faites en Russie.

Merci.

• (1015)

L'hon. Laurie Hawn: Une simple clarification terminologique: en Occident, une division compte environ 20 000 personnes, alors il s'agit seulement d'un écart terminologique.

Monsieur Haider, je crois que, dans votre déclaration préliminaire, vous avez mentionné qu'il s'agissait du 74^e génocide visant 23 millions de Yézidis. Pouvez-vous nous donner un contexte historique?

M. Khalid Haider: Cela a commencé il y a presque 1 100 ans, après l'avènement de l'islam et la diffusion du message de l'islam.

Ce sont les Mongols qui ont commencé, puis les Perses, puis les Turcs, et, aujourd'hui, ce sont à la fois les Kurdes et les Arabes.

L'hon. Laurie Hawn: Alors, il me semble, d'après tout ce que j'entends — et j'ai posé la question plus tôt — que, si l'EIIL s'en va, les Kurdes seront toujours votre ennemi. Est-il juste de le dire ainsi?

M. Khalid Haider: Si on remonte aux années précédant Saddam Hussein, à Salam Aref et à son frère, Abdul Rahman Aref, l'une des demandes de Moustafa Barzani était l'unification religieuse en Irak: il devrait y avoir seulement des musulmans, personne d'autre.

Je crois qu'on a entendu cela jusque dans les années 1950 ou peut-être 1960. Je ne dis pas qu'il suit la voie de son père, mais on ne se trouve pas loin du tout de cette position.

L'hon. Laurie Hawn: Cela revient au désir de Mme Saeed de ne pas être une nation distincte en tant que telle, mais plutôt de faire partie de la nation irakienne, mais avec la liberté de religion et ce genre de choses. Vu l'histoire, à quel point est-ce réaliste?

M. Khalid Haider: Vu la situation et les événements actuels, c'est difficile. C'est utopique. C'est essentiellement un rêve à moins qu'on commence à reconnaître notre existence.

Si les Kurdes ont l'intention de nous intégrer à leur société, alors pourquoi envoient-ils leurs peshmergas et leurs combattants à Kobani alors que les monts Sinjar sont plus près?

L'hon. Laurie Hawn: Pourquoi voudraient-ils vous intégrer à leur société s'ils vous persécutent, si ce n'est que pour avoir quelqu'un à persécuter?

M. Khalid Haider: C'est essentiellement une question de territoire et de politique.

L'hon. Laurie Hawn: Oui.

M. Khalid Haider: Il en est tout simplement ainsi.

L'hon. Laurie Hawn: C'est tout simplement triste.

Rabbin Bulka, vous avez parlé des messages et du fait que nous pouvons gérer — ou essayer de le faire — des organisations comme l'EIIL, notamment, et qu'il n'y a vraiment qu'une façon de le faire, et c'est par la force, si on voit la situation sous cet angle.

Mais, à long terme, au chapitre des messages, des attitudes et de l'éducation, à l'aide d'Internet et des écoles, pouvez-vous parler un peu des façons d'interpeller les gens par l'intermédiaire d'Internet, des écoles et des préceptes religieux ou de la négation des préceptes religieux éventuellement destructeurs?

Le rabbin Reuven Bulka: Il y a un certain nombre de façons, mais les messages doivent provenir des gens sur le terrain; par exemple, en rassemblant les dirigeants de différentes collectivités, en prenant le Canada pour modèle, en étant accueillants et, essentiellement, en insistant sur l'importance de viser l'inclusivité, de collaborer à tous les échelons de la collectivité, d'aménager l'environnement autour de soi et de penser à ce qu'on peut offrir pour faire du Canada un pays meilleur. Le genre de choses qui ont une image positive et qui favorisent l'impression d'appartenance sont celles que nous devrions envisager comme message puissant. Nous devrions inviter les dirigeants des différentes communautés ethniques et religieuses à participer à la campagne. Elle doit être massive. Il faut que les dirigeants politiques de notre pays soient très investis dans la campagne pour qu'on sache qu'il ne s'agit pas seulement d'un groupe marginal et que le message s'adresse à tout le pays.

L'hon. Laurie Hawn: Merci.

Le président: Merci.

Merci, monsieur Hawn.

Voilà qui clôt notre quatrième série de questions, mais je sais qu'il y a des questions supplémentaires.

Blaine, je vous souhaite la bienvenue et je suis heureux que vous soyez des nôtres.

M. Blaine Calkins (Wetaskiwin, PCC): Eh bien, merci, monsieur le président.

Tout d'abord, permettez-moi seulement de dire que je siège aujourd'hui au comité à titre de membre temporaire. Je trouve la conversation tout à fait fantastique.

Ma préoccupation, à la lumière du peu de recherches que j'ai pu faire pendant que j'étais ici et, bien sûr, des témoignages, c'est que

nous pouvons peut-être ne pas convenir des besoins et des objectifs immédiats à court terme du peuple yézidi, à savoir si nous avons besoin d'accroître la présence militaire ou la capacité de sécurité ou si nous avons besoin d'accroître l'aide humanitaire — toutes ces questions sont légitimes —, mais j'envisage des choses à plus long terme.

Monsieur Haider, vous avez mentionné l'histoire du peuple yézidi, et vous avez dit assez clairement que, à votre avis, vous ne pourrez plus jamais faire confiance aux Kurdes. On semble incapable de mettre en oeuvre ce qui serait normalement considéré comme une approche de réconciliation; lorsque quelqu'un vous a causé un préjudice, la réconciliation est possible, que ce soit par voie culturelle ou autre. Il me semble que cette propension à se souvenir de tous les préjudices commis dans le passé et ne jamais les oublier est une caractéristique flagrante au Moyen-Orient. C'est ma perception.

Voici ma question: si telle est la situation dans l'avenir, et comme le président Obama a indiqué que son objectif est de voir le nouveau gouvernement irakien plus uni et bienveillant pour rassembler les gens, à défaut, semble-t-il, d'avoir une capacité de réconciliation entre les cultures et les groupes ethniques et religieux, est-ce un objectif à long terme de bonne foi et légitime? Ou cet objectif n'assurera-t-il qu'une sécurité à court terme, conditionnelle à un gouvernement bienveillant, qui peut être remplacé, bien sûr, par l'intermédiaire d'un processus démocratique, par tout autre gouvernement qui n'aura peut-être pas les mêmes qualités? Comment réconcilier les parties? À mes yeux, le problème se perpétuera et fera surface de temps à autre.

Y a-t-il quelqu'un ici — Mme Saeed ou même M. Bulka, et vous, Khalid —, qui voit une autre solution possible pour assurer davantage la sécurité dans cette région à long terme?

• (1020)

M. Khalid Haider: Oui, pour les objectifs à long terme, il existe une solution de rechange. En fait, la seule solution qui s'offre à nous, la meilleure solution, est d'unir ces parties sous la supervision des Nations Unies et de les faire travailler ensemble. Il se peut qu'elles ne soient pas d'accord. C'est seulement mon opinion: protéger les frontières des pays entourant l'Irak et charger l'armée non pas des services de police, mais plutôt de la défense, comme à l'habitude.

On peut se servir de la religion, tout comme de la liberté, mais il ne faut pas en abuser. Une surdose de médicaments peut gâcher notre vie, et c'est la même chose avec la religion. Les personnes qui en abusent doivent être sensibilisées, et il faut leur enseigner la façon de bien s'en servir. En fait, surtout en Irak, il s'agit d'un des plus graves problèmes depuis 2003. La religion a dominé la région et est en quelque sorte devenue l'élément dominant principal, remplaçant la politique. Contrairement à la politique, la religion ne peut être à la base de nos discussions ici même, mais on peut s'en servir dans une église ou une mosquée pour parler de la paix, mais il ne doit pas s'agir d'un outil ou d'une arme qui encourage ceux qui ne savent rien du monde extérieur à l'utiliser pour blesser des gens, surtout des membres de groupes minoritaires innocents.

M. Blaine Calkins: Est-ce que quelqu'un d'autre veut poursuivre?

Le rabbin Reuven Bulka: Au bout du compte, notre expérience révèle que la seule garantie réelle de liberté de religion se trouve dans les pays démocratiques. Je sais que c'est inespéré, mais notre objectif ultime est de mettre sur pied des gouvernements responsables, démocratiques et fondés sur le respect mutuel. Je sais qu'on est loin du compte, mais ce doit être notre objectif final, car, si les gouvernements sont dirigés par des despotes, la seule garantie sera le chaos et des atrocités futures.

Le président: Merci.

Nous allons passer à M. Dewar, pour cinq minutes.

M. Paul Dewar: Merci, monsieur le président.

Je veux aborder deux questions. La première s'appuie sur les questions que mon collègue vient de poser.

Un des problèmes dont nous avons parlé au cours des dernières séances a été soulevé par les témoins et concernait la nécessité d'établir un processus de vérité et de réconciliation comme celui en Afrique du Sud et dans d'autres pays. Je crois que cela fait sens, mais l'autre problème qu'il faut évidemment régler... En fait, quand je me suis rendu pour la première fois en Irak en 2007, on a discuté de la constitution et, à l'époque, on ne pouvait mentionner le mot « fédéralisme ». C'était considéré comme trop controversé. Maintenant, de plus en plus de gens en parlent.

En tant que Canadiens, nous ne souhaitons en aucun cas imposer notre forme de gouvernement à quiconque, mais nous partagerons certainement notre expérience. On a commencé à atténuer la catastrophe du modèle Bremer après 2003 en changeant les acteurs.

Cependant, j'aimerais seulement vous entendre à ce sujet, monsieur Haider. Au Canada, nous comptons évidemment sur un gouvernement national, mais nous avons conféré certains pouvoirs aux provinces, et un des aspects clés, qui a été abordé à nouveau par les témoins au cours de la dernière séance du comité, est la nécessité d'insister sur la citoyenneté et le pluralisme. C'est un peu une question rhétorique, mais il est important qu'elle figure dans le compte rendu. Est-ce quelque chose que vous considérez comme utile pour composer avec les crimes du passé, si vous voulez, et vous tourner vers l'avenir?

•(1025)

M. Khalid Haider: Oui, en effet. En fait, un gouvernement comme celui en Irak qui doit régler beaucoup de problèmes et de difficultés doit faire de petits pas et procéder étape par étape pour qu'un tel système fédéral soit appliqué. Par ailleurs, en ce qui concerne les crimes de guerre, les États-Unis peuvent revoir leurs dossiers et faire enquête, revenir sur l'histoire. Beaucoup de gens en ont été témoins. Il faut rassembler tous ces renseignements et poursuivre ces gens.

L'Irak est maintenant réparti en trois divisions: sud, centre et nord. Tant que ces trois divisions existent, il est difficile de régler les problèmes à moins de soustraire cette partie de l'équation pour obtenir le résultat réel, soit la raison pour laquelle ils se battent, et pour quoi, ce qui est évident. Tout le monde se bat pour profiter plus des ressources pétrolières, mais les gens ne peuvent les utiliser ni en tirer profit.

M. Paul Dewar: Merci.

Pendant le temps qu'il me reste, j'aimerais seulement dire un mot sur vos commentaires, rabbin Bulka. L'idée que vous avez présentée a été bien documentée. Des propositions ont en fait été mises de l'avant par des Canadiens et d'autres pour une intervention rapide par l'ONU. Je ne suis pas certain que cela surviendra du jour au

lendemain, mais c'est certainement quelque chose dont nous devrions continuer de discuter.

D'autres pays ont appuyé quelque chose de très concret, et nous avons poussé le gouvernement en place à l'appuyer. Il s'agit d'un point d'intérêt pour la responsabilité de protéger, soit essentiellement demander à notre gouvernement de nommer quelqu'un qui sera chargé de la coordination et des régions où il pourrait y avoir des crises ou des conflits humanitaires. C'était au ralenti l'été dernier. Il s'agit d'un point d'intérêt de la responsabilité de protéger. En gros, on charge quelqu'un au ministère des Affaires étrangères de travailler et de coordonner les activités avec d'autres pour se pencher sur toute la doctrine de la responsabilité de protéger et coordonner les renseignements afin que nous puissions réellement intervenir.

Ce n'est pas « la » solution, mais c'est un des outils dont nous disposons. Je me demandais simplement si vous en étiez au courant, à la lumière de vos commentaires, et si vous appuyeriez une telle approche.

Le rabbin Reuven Bulka: Ce que je constate, cependant, c'est que ce que vous présentez ne semble pas correspondre au concept général de rapidité. Je suis tout à fait d'accord avec l'idée d'avoir des systèmes d'alerte, simplement parce que c'est mieux que de ne rien avoir.

M. Paul Dewar: Bien.

Le rabbin Reuven Bulka: Par contre, je crois réellement que si nous sommes sérieux — je sais que nous le sommes — et si nous souhaitons vraiment prévenir cela à l'avenir, nous devons compter sur quelque chose de solide, qui a du mordant et qui est plus qu'un simple système d'alerte.

Je ne sais pas si c'est quelque chose qui ressemble à l'ambassadeur que nous avons pour la persécution religieuse...

M. Paul Dewar: Non, c'est très différent. Il s'agit d'une coordination avec d'autres pays pour effectuer exactement ce que vous avez dit. Mais vous avez raison...

Le rabbin Reuven Bulka: D'accord. C'est sûr que j'appuierais cette idée.

•(1030)

Le président: Merci.

Merci, monsieur Dewar.

Monsieur Anderson, vous avez cinq minutes.

M. David Anderson: Merci, monsieur le président.

Madame Saeed, j'aimerais que vous clarifiez un point. Nous en avons entendu un peu ce matin sur le rôle des Kurdes et du gouvernement kurde. Nos deux témoins ont une divergence d'opinions.

Vous travaillez avec le gouvernement kurde. Si nous revenons un an en arrière, dans votre région, qui était responsable de la sécurité? Il y a un an, quel rôle les Kurdes ont-ils joué dans votre région en ce qui concerne la sécurité et la responsabilité, et quel rôle assument-ils maintenant?

Mme Vian Saeed: Il y a un an, Sinjar était un des endroits qui avaient refusé de bénéficier de la sécurité du gouvernement irakien ou kurde. Il y a eu des conflits à cet égard, pour savoir qui était responsable de la sécurité à cet endroit. Mais, c'était le gouvernement kurde et les peshmergas qui étaient responsables de la sécurité de la majeure partie de la région.

Je ne sais pas si c'est ce que vous souhaitiez savoir en posant votre question.

M. David Anderson: C'était bien ça.

Je me demande simplement qui est responsable de la sécurité dans cette région. Vous avez parlé de 1 200 combattants dans les montagnes. Règle générale, dans la région, quel rôle jouent les Kurdes ou est-ce l'EIL qui contrôle la région?

Mme Vian Saeed: À l'heure actuelle, les monts Sinjar sont contrôlés non pas par les Kurdes, mais plutôt par les membres de l'EIL. Seuls les combattants dans les monts Sinjar se battent contre eux. Mais Sinjar en tant que région est sous le contrôle de l'EIL.

M. David Anderson: D'accord. Merci beaucoup. Votre réponse nous éclaire quelque peu.

Nous avons parlé un peu des civils. Je me demande si vous pouvez nous indiquer ce qu'on sait actuellement des civils yézidis qui ont été enlevés. Vous avez abordé un peu le trafic d'humains et ce genre de choses. Que savez-vous de vos compatriotes qui ont été enlevés?

Mme Vian Saeed: Pardon?

M. David Anderson: Je me demande simplement si vous pouvez nous renseigner sur les civils yézidis qui ont été enlevés par l'EIL, qui sont prisonniers. Que pouvez-vous nous dire à ce sujet? Vous avez parlé un peu du trafic d'humains, mais pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet? Nos autres invités peuvent aussi répondre à la question.

Mme Vian Saeed: Nous n'avons pas d'information sur les gens qui ont été kidnappés par l'EIL. Mais, selon certaines filles qui ont été relâchées par l'EIL... par certains de leurs combattants.

M. Omar Haider: Pour en revenir à la situation des otages, je crois que je dispose de plus de renseignements que Mme Saeed. Les otages se trouvaient à quatre endroits différents. Ils étaient à Kocho, dans deux villages à Tall Afar, dans une des anciennes bases aériennes des États-Unis au sud de Mossoul et à d'autres endroits. Les membres de l'EIL ont déplacé des familles dans lesquelles les hommes étaient absents. Quand ils ont capturé ma famille, ils ont pris tous les hommes — mes trois oncles, mon frère et tous les autres — et ont séparé les filles, puis les ont vendues en Syrie. Ils ont pris trois de mes soeurs et les ont vendues en Syrie en tant qu'esclaves.

Le reste des membres de ma famille étaient à Tall Afar jusqu'à il y a un mois, et ils les ont tous déplacés — j'essaie de les retrouver... Ils ont déplacé en Syrie toutes les familles dans lesquelles les hommes étaient absents. Je lui ai parlé; je n'avais pas eu de ses nouvelles depuis un mois, et je lui ai parlé hier. Certains membres de ma famille, ma grand-mère et ma tante... Ils ont été achetés par une famille en Syrie. J'ai parlé au gars. Ils lui ont donné mon numéro de téléphone, et il m'a parlé hier, pendant que je me rendais ici. Il voulait conclure une entente avec moi. J'ai ma famille, ma mère et mes frères et soeurs. Évidemment, nous ne savons rien sur les hommes; ils sont probablement déjà morts, mais les autres — ma mère... ma grand-mère, ma tante et les femmes de mes trois oncles et leurs enfants —, c'est environ 40 personnes.

Ils m'ont dit qu'ils allaient chercher le reste de ma famille et rassembler tous les membres. Pour chaque membre de la famille, nous devons payer 10 000 \$ et rassembler toute la famille. Tous les membres étaient ensemble, mais quand ils les ont amenés en Syrie, ils les ont vendus séparément. Pour l'instant, c'est la situation concernant les otages, la situation récente et les dernières nouvelles à ce sujet.

● (1035)

Le président: Merci, monsieur Haider.

Nous passerons maintenant à M. Garneau, pour cinq minutes.

M. Marc Garneau: Merci, monsieur le président.

Nous entendons dans les médias que, lorsque les membres de l'EIL capturent des gens, ils leur offrent parfois le choix de se convertir et d'adopter leur ensemble de valeurs et de croyances perverses ou d'être tués. Pour les Yézidis, selon ce que j'ai compris, il n'y a aucun choix: soit ils vous tuent ou font de vous un esclave, ce qui est particulièrement difficile aux mains de l'EIL.

J'aimerais revenir sur ce que Mme Saeed a dit à propos des quelque 400 000, j'imagine qu'on peut les appeler réfugiés, qui ont quitté la région de Sinjar et qui cherchent de l'aide dans les camps de réfugiés. Compte tenu du fait que, selon le nombre qui, selon vous, est vrai, il y a probablement plus d'un million de réfugiés d'autres groupes minoritaires, religieux ou ethniques dans la région, j'essaie de déterminer si les réfugiés yézidis font l'objet de discrimination par rapport aux autres réfugiés. Les conditions sont mauvaises pour tout le monde, mais y a-t-il de la discrimination entre les réfugiés dans la région kurde en fonction de qui ils sont?

J'aimerais poser cette question à Mme Saeed tout d'abord. Comme vous êtes une députée irakienne, vous disposez peut-être de cette information.

J'aimerais également entendre M. Haider.

Mme Vian Saeed: La situation de tous les réfugiés ici est mauvaise, mais selon les réfugiés yézidis, leur situation est pire, car nous n'avons pas d'aide ni accès à de l'aide. Les chrétiens obtiennent de l'aide des Kurdes ou d'organisations qui peuvent les aider, mais nous n'avons pas de tels organismes destinés précisément aux Yézidis pour nous aider en personne. C'est le premier point.

Les Yézidis ont quitté leur maison et leur région soudainement, en quelques heures. On leur a dit qu'ils devaient partir ou qu'ils allaient être tués, et ils n'ont donc pas pu apporter de vêtements, d'argent ni rien pour les protéger contre les intempéries. Ils n'ont même pas pu prendre leur voiture. Ils ont quitté leur maison uniquement avec les vêtements qu'ils portaient. Ils n'ont rien pu apporter avec eux.

Ce n'était pas comme les autres réfugiés à qui on a donné quelques jours pour quitter leur maison. Ils ont pu apporter le nécessaire, de l'argent et quelques vêtements quand ils sont partis de leur maison.

Nous avons également des personnes qui ont été faites esclaves et d'autres qui ont été kidnappées. Nous ne savons rien à leur sujet. De plus, bon nombre de nos compatriotes ont été tués de sang-froid à Sinjar puisqu'ils n'ont pas eu le temps de partir pendant l'attaque de l'EIL.

Je crois que tous ces points font que notre situation est pire que celle des autres.

● (1040)

M. Marc Garneau: Merci.

Monsieur Haider.

M. Khalid Haider: Dans la région du Kurdistan, comme Mme Saeed et moi-même l'avons mentionné, il y a certains groupes minoritaires, comme les chrétiens. L'Église catholique leur fournit beaucoup d'aide. Ils sont appuyés, mais, en ce qui concerne les Yézidis, personne ne va les soutenir à moins que certains pays comme le Canada ou les États-Unis, ou les Nations Unies en général, ne nous envoient de l'aide et qu'elle ne soit pas interceptée.

Il y a un autre point important, comme mes collègues l'ont mentionné. Certains de nos compatriotes, nos familles, ont perdu tous leurs documents. Ils n'ont pas une seule carte d'identité pour indiquer qu'ils sont yézidis ou irakiens ou peu importe leur origine. Le gouvernement kurde ne veut pas leur remettre de nouvelles cartes d'identité.

C'est la réalité au sujet de KRG, le gouvernement régional du Kurdistan. La région du Kurdistan en Irak est en meilleur état que la région kurde en Syrie, et les réfugiés en Syrie ont de meilleures conditions que ceux dans la région kurde, et j'ai honte de dire que je suis un réfugié en Irak, car l'Irak est mon pays. Les mots ne suffisent pas pour exprimer mes sentiments à propos de cette situation horrible. Rien n'est pire que d'être un réfugié dans son propre pays. Les gens ne reçoivent pas suffisamment de nourriture. Ils ne reçoivent pas leurs cartes d'identité. Il y a trois jours, des protestations ont eu lieu dans le camp Shariya pour l'amélioration des conditions de vie. Les forces de sécurité kurdes ont tiré sur quatre protestataires. Ils ne les ont pas tués; ils ont été blessés, devant témoins. Si vous croyez en la démocratie et en la liberté d'expression, pourquoi tirez-vous sur les gens? Vous pouvez utiliser de meilleures méthodes que celle-là. Nous en avons assez du recours à la violence contre des personnes innocentes qui demandent qu'on respecte leurs droits de ne pas participer à votre gouvernement ni au renversement du gouvernement central ou du gouvernement régional.

Tout ce qu'ils veulent, c'est vivre. Plus d'un million de Yézidis sont dispersés en Turquie, en Syrie et en Irak, sans domicile, mais c'est leur pays. Ils sont les propriétaires. Dorénavant, ils sont locataires ou, encore pire, sans abri.

Par ailleurs, comme mes collègues l'ont mentionné et porté à mon attention, les Shabaks sont une minorité. Ce sont des chiïtes de l'Irak, et le gouvernement irakien les appuie. Tout le monde dispose d'un soutien, sauf les Yézidis. Les Kurdes proclament que les Yézidis sont des leurs. Eh bien, où est l'aide? C'est ainsi que vous traitez vos partisans?

Merci beaucoup.

Le président: Merci.

J'aimerais remercier nos témoins aujourd'hui.

À madame Saeed en Irak, merci beaucoup de nous avoir parlé aujourd'hui. Nous constatons le rôle important que vous jouez en tant que députée irakienne. Merci beaucoup pour cela.

À nos collègues, merci d'avoir pris le temps de vous rendre ici pour nous parler de ce sujet.

Merci beaucoup, rabbin, de votre témoignage.

Mme Vian Saeed: Excusez-moi. Puis-je avoir une minute pour clarifier quelque chose?

Le président: Bien sûr.

Mme Vian Saeed: Au sujet de ce qui a été dit sur le gouvernement kurde, je crois qu'il y avait certaines divergences à cet égard. En personne, maintenant, je veux clarifier certains faits.

Je ne veux pas que les gens sous-estiment ce que le gouvernement et les institutions kurdes ont fait pour nous. Maintenant, tous les Yézidis sont des réfugiés dans la région du Kurdistan. Ils nous protègent. Ils nous sauvent. Ils combattent l'EIIL avec nous.

Le gouvernement kurde a commencé à délivrer des pièces d'identité et des passeports pour tous les réfugiés yézidis qui se trouvent au Kurdistan. Il nous fournit de l'aide humanitaire et assure notre sécurité. Je veux que cela soit clair pour chacun d'entre vous. Je crois qu'il y avait une certaine incompréhension et des divergences à ce sujet.

Merci beaucoup de m'avoir donné cette occasion.

• (1045)

Le président: Merci beaucoup.

La séance est levée. Merci.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>